

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole, du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

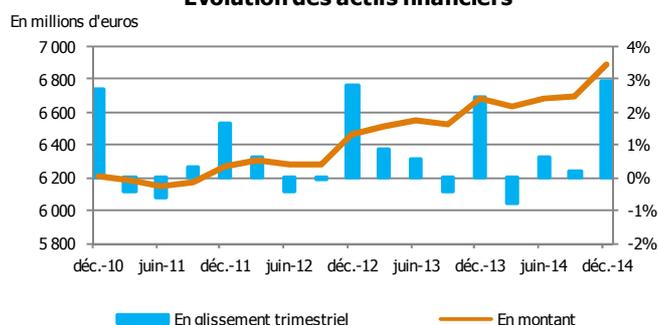
Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront en tout cas réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE, a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE EN FIN D'ANNÉE

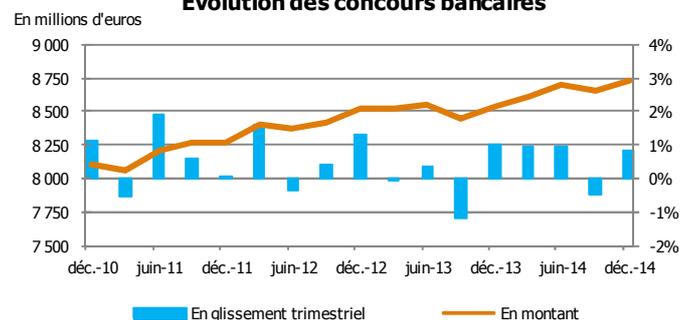
Après un troisième trimestre peu dynamique, l'activité de distribution de crédit s'améliore au quatrième trimestre 2014. A plus de 8,1 milliards d'euros, l'**encours sain de crédits** progresse de 0,8 %, soutenu par l'encours des entreprises (+1,5 %) et par celui des collectivités locales (+1,2 %), alors que l'encours des ménages est stable (+0,2 %). La croissance de l'encours sain de crédits est plus marquée en glissement annuel (+2,3 %).

De même, les **actifs financiers** enregistrent une hausse sensible (+2,9 % sur le trimestre) à 6,9 milliards d'euros. Cette croissance est, comme pour les crédits, portée par les entreprises (+12,3 %) et, dans une moindre mesure, par les ménages (+0,8 %). En revanche, les actifs des autres agents sont orientés à la baisse (-2,1 %). En glissement annuel, l'encours des actifs financiers affiche une évolution similaire (+3,0 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



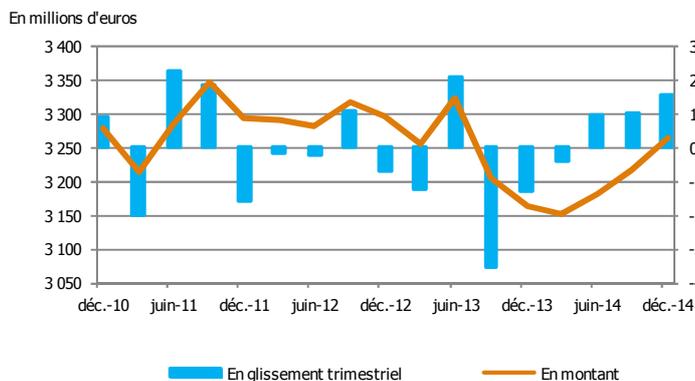
ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ENCOURS DE CRÉDITS

L'encours sain de crédits s'inscrit en hausse, tant sur le trimestre (+64 millions d'euros, soit +0,8 %) que sur l'année (+186 millions d'euros, soit +2,3 %). Toutefois, toutes les catégories d'agents ne contribuent pas de la même façon à cette progression.

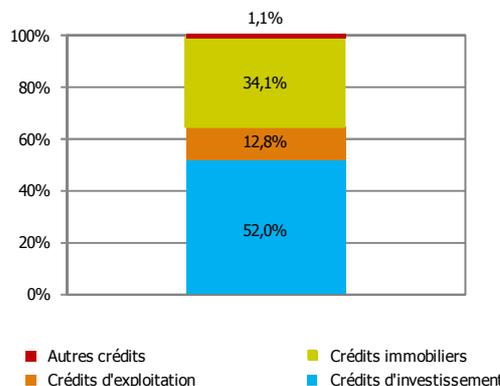
Progression des crédits aux entreprises

Pour le troisième trimestre consécutif, l'encours sain de crédits aux entreprises est orienté à la hausse (respectivement +1,5 % et +3,2 % sur trois et douze mois). Il atteint 3,3 milliards d'euros, soit 40,1 % de l'encours sain global.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



Les **crédits d'investissement**, dont la croissance s'est accélérée au cours de l'année 2014, progressent de 3,4 % au quatrième trimestre. En glissement annuel, ils enregistrent une hausse de 5,4 %. Cette évolution semble cohérente avec l'augmentation des immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+5,8 %) et des importations de biens d'équipement (+5,2 %).

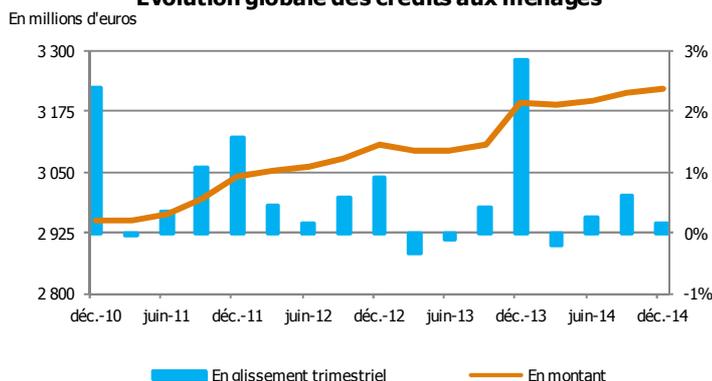
De même, les **crédits immobiliers** continuent de croître (+1,7 % sur le trimestre et +3,6 % sur l'année)¹.

En revanche, les **crédits d'exploitation** se contractent pour le deuxième trimestre consécutif (-5,7 % après -3,3 %). Les comptes ordinaires débiteurs sont en baisse sensible (-12,0 %). Quoique dans une moindre mesure, les crédits de trésorerie sont également en repli (-3,6 %). En glissement annuel, les crédits d'exploitation affichent un fléchissement important (-6,3 %), essentiellement lié au recul des crédits de trésorerie (-14,6 %).

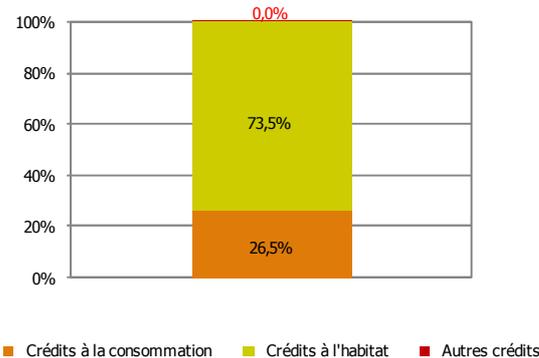
Stabilité des crédits aux ménages

Après la hausse enregistrée au troisième trimestre (+0,6 %), l'encours sain de crédits aux ménages est stable en fin d'année (+0,2 %). Il s'établit à 3,2 milliards d'euros, soit 39,6 % de l'encours sain global. Sa progression annuelle (+0,8 %) est modérée, comparativement aux taux de croissance observés les années antérieures (+2,8 % en 2013 et +2,1 % en 2012).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Les **crédits à l'habitat** se maintiennent à leur niveau du troisième trimestre (-0,1 %). Ils constituent la première composante des crédits aux ménages (73,5 %), mais également la seule composante dont l'encours croît sur l'année (+1,3 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'auparavant².

Les **crédits à la consommation** augmentent pour le deuxième trimestre consécutif (+0,8 % après +0,6 %). Dans le détail, les crédits de trésorerie progressent (+1,6 %), comme cela est généralement le cas en fin d'année, de nombreux ménages choisissant cette période pour changer de véhicule ou acquérir des biens d'équipement. Toutefois, en glissement annuel, l'évolution de l'encours des crédits à la consommation (-0,5 %) confirme la tendance baissière observée depuis de nombreuses années.

¹ A noter que ces chiffres sont impactés par le changement de nomenclature d'un établissement de crédit de la place, qui a conduit à la comptabilisation d'une part des crédits immobiliers, auparavant attribués à tort aux ménages, dans ceux des entreprises.

² Cette évolution est à nuancer en raison du changement de nomenclature évoqué *supra*.

Hausse des crédits aux collectivités locales

L'encours sain de crédits aux collectivités locales s'inscrit en hausse (+1,2 % au quatrième trimestre et +2,1 % en glissement annuel), alors qu'il stagnait depuis le début de l'année. À un peu moins de 1,2 milliard d'euros, il représente 14,2 % de l'encours sain global.

Les **crédits d'investissement**, qui constituent l'essentiel des crédits aux collectivités locales, demeurent stables sur le trimestre (+0,1 %). Pour leur part, les **crédits d'exploitation**, bien qu'à un niveau marginal, progressent sensiblement (+56,2 %). Les évolutions sont semblables en glissement annuel (+0,4 % pour les crédits d'investissement et +95,3 % pour les crédits d'exploitation).

Augmentation de l'encours douteux

Les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement s'inscrivent en hausse (+1,9 % sur le trimestre et +2,8 % en glissement annuel). À 547 millions d'euros, elles retrouvent un niveau proche de celui atteint en mars et juin 2014 et représentent 6,9 % de l'encours total (+0,1 point sur le trimestre et sur l'année).

CROISSANCE SOUTENUE DES ACTIFS FINANCIERS

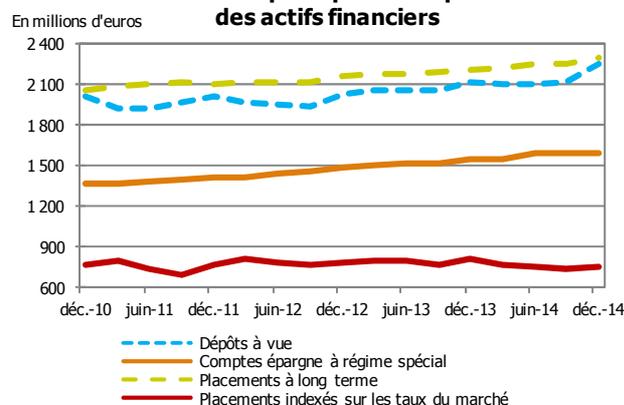
L'activité bancaire se caractérise par une progression importante des actifs financiers en fin d'année 2014, alors qu'ils n'avaient que modérément augmenté entre le premier et le troisième trimestre. À fin décembre, ils représentent 6,9 milliards d'euros (+196 millions d'euros, soit +2,9 % par rapport à septembre, et +200 millions d'euros, soit +3,0 % en glissement annuel).

Sur le trimestre, cette évolution est principalement en lien avec la progression des dépôts à vue (+6,4 %), même si certains produits à long terme participent à cette hausse (+3,0 % pour les plans d'épargne logement et +1,9 % pour les contrats d'assurance-vie). À l'inverse, plusieurs placements sont en repli (-0,6 % pour les livrets ordinaires et -1,9 % pour les OPCVM monétaires).

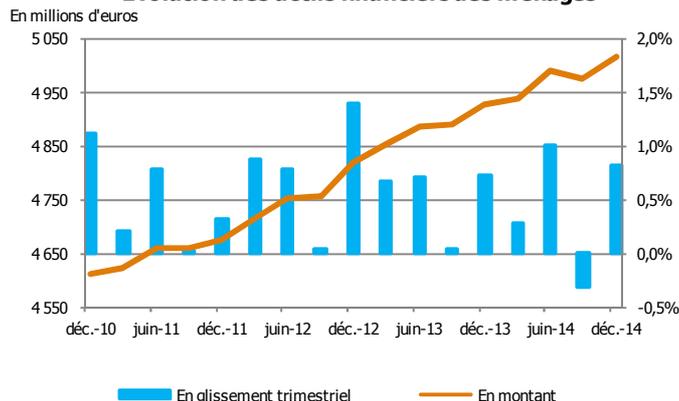
Progression de l'épargne des ménages

Les ménages détiennent l'essentiel des actifs financiers de la place (72,8 %), soit 5,0 milliards d'euros. Après avoir enregistré une légère baisse au troisième trimestre (-0,3 %), l'épargne des ménages s'inscrit de nouveau en hausse à fin décembre 2014 (+0,8 %). Sur l'année, sa progression est mesurée (+1,8 % contre +2,2 % en 2013 et +3,1 % en 2012).

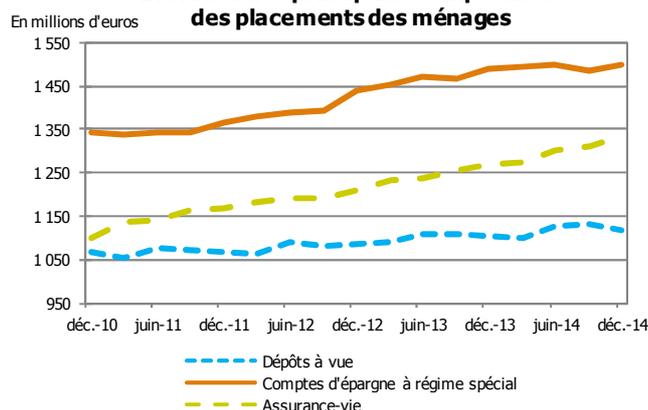
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



Alors qu'ils avaient stagné entre juin et septembre (+0,1 %), les **dépôts à vue** se contractent à fin décembre (-0,9 %). Toutefois, la tendance annuelle demeure à la hausse (+1,4 %).

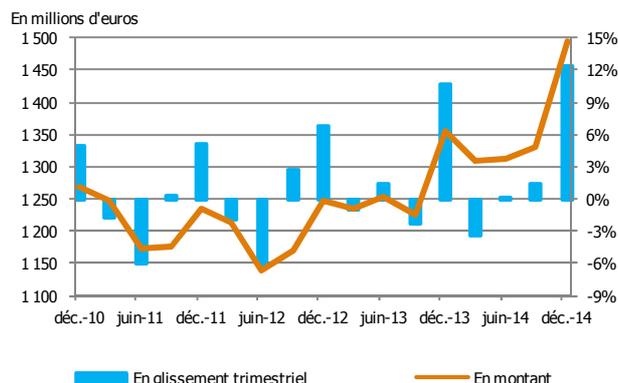
Les **placements liquides ou à court terme** sont orientés à la hausse sur le trimestre (+0,4 %). Les comptes d'épargne à régime spécial progressent (+0,7 %), comme souvent en fin d'année. C'est en particulier le cas des livrets A et bleus et des livrets de développement durable (respectivement +0,8 % et +3,0 % sur le trimestre). Pour mémoire, les placements liquides ou à court terme étaient en recul aux deuxième et troisième trimestres, d'où une évolution négative en glissement annuel (-0,5 %). Sur l'année, ce sont les comptes créditeurs à terme, indexés sur les taux de marché, qui enregistrent le repli le plus sensible (-7,8 %).

Prépondérante dans les actifs des ménages, **l'épargne à long terme**, stable au précédent trimestre (+0,0 %), repart à la hausse en fin d'année (+2,0 % sur le trimestre et +3,9 % en glissement annuel), sous l'effet de la hausse des contrats d'assurance-vie et des plans d'épargne logement (respectivement +1,9 % et +3,0 % sur le trimestre, +5,0 % et +4,4 % sur l'année).

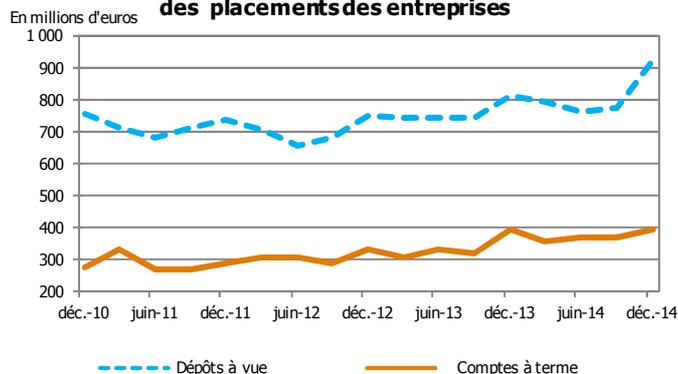
Forte croissance des actifs des entreprises

Les actifs financiers des entreprises sont particulièrement bien orientés en fin d'année. Ils connaissent une croissance soutenue (+12,3 % en décembre après +1,5 % en septembre) et représentent 21,7 % de l'ensemble des dépôts, avec 1,5 milliard d'euros. En glissement annuel, les actifs financiers progressent également de façon significative (+10,2 %).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



La hausse des actifs financiers des entreprises est principalement en lien avec celle des **dépôts à vue**. Ces derniers progressent sensiblement sur le trimestre (+18,6 %) pour retrouver un niveau supérieur à celui de fin 2013 malgré le repli enregistré en mars et en juin (-2,8 % et -3,4 %). La variation annuelle atteint 13,2 %.

Quoique dans une moindre mesure, les **placements liquides ou à court terme** sont également en hausse (+3,8 %), portée par les placements indexés sur les taux de marché, en particulier les comptes créditeurs à terme (+6,9 %). En revanche, les comptes d'épargne à régime spécial, dont l'évolution demeure très erratique pour cette catégorie d'agents, accusent une baisse significative (-17,8 %). En glissement annuel, les placements liquides ou à court terme progressent de 6,0 %.

L'**épargne à long terme** se contracte très légèrement sur le trimestre (-0,4 %), mais demeure en hausse sur l'année (+3,5 %). Elle reste négligeable dans la composition des actifs des entreprises (3,6 %).

Repli des placements des autres agents

Avec 5,5 % de l'ensemble des actifs financiers, les actifs financiers des autres agents s'établissent à 0,4 milliard d'euros à fin décembre, en diminution sur le trimestre (-2,1 %) et sur l'année (-6,8 %).

Cette évolution est liée au recul des **placements liquides ou à court terme** (-6,8 % sur le trimestre et -22,5 % en glissement annuel), alors que les **dépôts à vue** et **l'épargne à long terme** augmentent (respectivement +0,5 % et +5,1 % sur le trimestre et +5,6 % et +13,0 % sur l'année).

MÉTHODOLOGIE

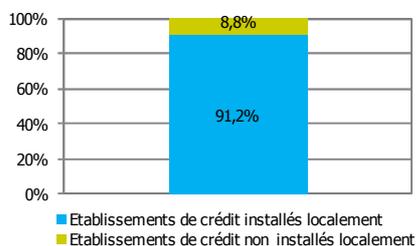
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

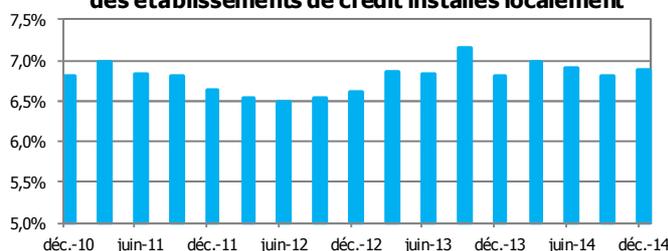
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim.	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	394,7	465,2	471,7	444,4	444,2	456,5	441,5	416,5	-5,7%	-6,3%
<i>Créances commerciales</i>	25,7	25,0	20,0	19,5	20,8	19,2	20,8	18,1	-13,2%	-7,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	230,4	191,6	169,1	188,4	164,8	158,6	166,9	160,9	-3,6%	-14,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	50,9	46,4	44,6	39,0	39,4	38,7	36,4	36,9	1,3%	-5,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	151,4	210,7	242,4	191,5	221,2	242,7	220,7	194,4	-12,0%	1,5%
<i>Affacturage</i>	49,1	38,0	40,2	45,0	37,4	36,1	33,0	43,2	30,7%	-4,2%
Crédits d'investissement	1 691,6	1 681,1	1 657,2	1 611,9	1 605,3	1 614,3	1 642,6	1 699,2	3,4%	5,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 479,6	1 498,8	1 472,2	1 431,7	1 424,0	1 435,6	1 452,3	1 508,3	3,9%	5,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	127,4	129,5	81,5	71,0	69,4	68,2	66,6	42,7	-35,9%	-39,9%
<i>Crédit-bail</i>	212,1	182,3	185,0	180,2	181,3	178,8	190,3	191,0	0,4%	6,0%
Crédits immobiliers	1 100,6	1 102,8	1 127,1	1 074,8	1 065,8	1 074,7	1 094,9	1 113,6	1,7%	3,6%
Autres crédits	30,0	45,9	40,2	33,2	36,4	36,9	36,6	35,9	-2,0%	8,2%
Encours sain	3 278,8	3 295,0	3 296,1	3 164,3	3 151,7	3 182,4	3 215,6	3 265,2	1,5%	3,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	912,6	907,0	881,7	857,5	841,4	841,9	846,9	853,5	0,8%	-0,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	827,0	818,4	798,0	782,1	766,3	766,7	769,8	782,3	1,6%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,2	48,6	47,9	47,7	48,4	50,1	52,5	46,9	-10,7%	-1,7%
<i>Crédit-bail</i>	41,4	40,0	35,7	27,8	26,7	25,2	24,6	24,3	-1,2%	-12,5%
Crédits à l'habitat	2 037,3	2 131,8	2 222,0	2 335,2	2 345,2	2 352,6	2 367,3	2 365,7	-0,1%	1,3%
Autres crédits	2,0	2,4	1,7	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	-4,7%	-27,8%
Encours sain	2 951,9	3 041,2	3 105,5	3 193,6	3 187,4	3 195,3	3 214,9	3 219,9	0,2%	0,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	21,6	39,2	21,3	18,5	42,5	29,6	23,2	36,2	56,2%	95,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	18,8	22,1	17,7	12,9	38,5	25,0	20,2	35,6	76,0%	175,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,9	17,1	3,6	5,6	3,9	4,6	3,0	0,6	-79,1%	-89,0%
Crédits d'investissement	995,2	1 041,1	1 150,0	1 107,1	1 090,6	1 104,5	1 111,1	1 111,8	0,1%	0,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	994,8	1 040,7	1 149,8	1 107,1	1 090,6	1 104,5	1 111,1	1 111,8	0,1%	0,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	1,6	3,5	3,5	4,5	4,5	4,5	4,5	n.s.	n.s.
Autres crédits	2,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	1 018,9	1 082,3	1 174,8	1 129,2	1 137,6	1 138,6	1 138,8	1 152,4	1,2%	2,1%
Autres agents										
Encours sain	325,7	333,0	354,8	463,9	538,9	584,8	502,9	499,2	-0,7%	7,6%
TOTAL										
Encours sain	7 575,3	7 751,5	7 931,2	7 950,9	8 015,6	8 101,1	8 072,2	8 136,8	0,8%	2,3%
<i>dont ECNIL</i>	842,9	814,2	689,4	668,4	706,9	706,1	713,6	719,4	0,8%	7,6%
Créances douteuses brutes	525,9	521,2	591,6	585,2	602,5	598,3	585,2	592,1	1,2%	1,2%
<i>dont ECIL</i>	492,3	492,3	512,4	532,4	548,4	549,4	537,0	547,3	1,9%	2,8%
Créances douteuses nettes	212,0	217,1	290,7	273,1	288,3	284,7	275,7	263,5	-4,4%	-3,5%
<i>dont entreprises</i>	152,9	149,9	151,3	170,7	183,9	179,9	167,8	154,4	-8,0%	-9,6%
<i>dont ménages</i>	55,2	59,7	64,4	70,7	72,9	73,3	74,3	76,8	3,3%	8,5%
Provisions	313,9	304,0	300,9	312,1	314,2	313,6	309,5	328,6	6,2%	5,3%
Encours total	8 101,2	8 272,6	8 522,8	8 536,1	8 618,1	8 699,5	8 657,5	8 729,0	0,8%	2,3%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,5%	6,3%	6,9%	6,9%	7,0%	6,9%	6,8%	6,8%	0,0 pt	-0,1 pt
<i>dont ECIL</i>	6,8%	6,6%	6,6%	6,8%	7,0%	6,9%	6,8%	6,9%	0,1 pt	0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	59,7%	58,3%	50,9%	53,3%	52,2%	52,4%	52,9%	55,5%	2,6 pts	2,2 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim.	1 an
Entreprises	1 268,5	1 235,8	1 248,2	1 354,8	1 308,6	1 310,7	1 330,2	1 493,7	12,3%	10,2%
Dépôts à vue	756,9	735,5	747,3	812,6	789,9	762,8	775,7	920,2	18,6%	13,2%
Placements liquides ou à court terme	459,5	453,4	450,2	489,7	465,9	494,1	499,9	519,1	3,8%	6,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,1	7,6	5,5	8,4	8,9	29,3	45,7	37,5	-17,8%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	454,4	445,8	444,6	481,3	457,0	464,9	454,3	481,6	6,0%	0,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	271,8	286,5	333,4	391,4	355,1	368,4	366,1	391,3	6,9%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	112,3	94,4	103,1	82,1	91,8	86,3	76,4	75,9	-0,7%	-7,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	69,8	64,5	7,8	7,7	9,7	9,8	11,5	14,4	25,3%	86,4%
Épargne à long terme	52,1	46,8	50,8	52,5	52,9	53,7	54,6	54,3	-0,4%	3,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	29,1	20,1	16,7	19,1	18,9	18,8	19,1	19,1	-0,2%	0,0%
Ménages	4 613,6	4 675,0	4 821,1	4 925,7	4 939,6	4 989,1	4 973,9	5 014,8	0,8%	1,8%
Dépôts à vue	1 065,8	1 067,1	1 083,5	1 104,7	1 101,1	1 129,0	1 129,8	1 119,8	-0,9%	1,4%
Placements liquides ou à court terme	1 555,4	1 583,2	1 664,8	1 693,8	1 699,2	1 694,6	1 678,3	1 685,5	0,4%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 341,2	1 367,9	1 437,7	1 491,7	1 492,8	1 501,4	1 487,5	1 498,2	0,7%	0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	511,1	507,2	511,3	515,8	513,7	512,9	506,3	506,1	0,0%	-1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	479,4	514,5	560,3	592,7	597,6	602,7	596,4	601,0	0,8%	1,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,5	14,0	13,6	13,5	13,6	13,4	13,3	-0,4%	-2,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	73,9	67,4	63,8	56,9	51,3	50,9	50,6	51,0	0,7%	-10,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	139,5	142,7	166,3	193,0	197,7	202,9	203,7	209,7	3,0%	8,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,2	121,6	122,1	119,7	119,1	118,5	117,2	117,1	-0,1%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	214,2	215,2	227,0	202,1	206,4	193,2	190,7	187,3	-1,8%	-7,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	179,0	188,8	204,4	184,4	188,6	176,0	173,1	170,0	-1,8%	-7,8%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,6	1,6	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	-0,2%	20,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	33,5	24,8	21,1	16,7	16,7	16,1	16,5	16,1	-2,4%	-4,1%
Épargne à long terme	1 992,4	2 024,7	2 072,9	2 127,1	2 139,3	2 165,5	2 165,8	2 209,5	2,0%	3,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	533,5	536,6	538,5	547,2	549,3	549,9	554,4	571,2	3,0%	4,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	79,3	69,4	65,6	61,0	59,8	58,6	57,5	57,4	-0,1%	-5,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,3	4,2	4,9	5,0	5,0	5,8	5,6	5,7	2,0%	14,6%
<i>dont portefeuille-titres</i>	195,3	178,7	196,4	192,5	192,5	194,5	185,2	187,8	1,4%	-2,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	78,7	69,3	58,6	50,3	57,0	55,3	54,3	53,2	-2,0%	5,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 101,3	1 166,6	1 208,9	1 271,2	1 275,6	1 301,3	1 308,8	1 334,3	1,9%	5,0%
Autres agents	332,3	357,2	389,1	405,8	386,7	377,8	386,3	378,0	-2,1%	-6,8%
Dépôts à vue	185,1	200,9	198,9	198,6	208,6	202,1	208,7	209,8	0,5%	5,6%
Placements liquides ou à court terme	130,6	135,3	155,2	185,3	156,6	152,1	154,1	143,6	-6,8%	-22,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	25,9	29,1	36,6	49,4	49,0	54,9	54,5	54,1	-0,8%	9,6%
Placements indexés sur les taux de marché	104,7	106,2	118,6	135,9	107,6	97,2	99,6	89,4	-10,2%	-34,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	79,4	86,5	85,0	101,9	81,2	74,4	79,4	70,9	-10,7%	-30,4%
Épargne à long terme	16,5	21,0	35,0	21,8	21,5	23,6	23,5	24,7	5,1%	13,0%
Total actifs financiers	6 214,4	6 268,0	6 458,4	6 686,3	6 634,9	6 677,6	6 690,4	6 886,5	2,9%	3,0%
Dépôts à vue	2 007,8	2 003,5	2 029,6	2 116,0	2 099,6	2 093,9	2 114,3	2 249,8	6,4%	6,3%
Placements liquides ou à court terme	2 145,5	2 171,9	2 270,1	2 368,8	2 321,7	2 340,8	2 332,3	2 348,2	0,7%	-0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 372,2	1 404,7	1 479,8	1 549,5	1 550,8	1 585,6	1 587,8	1 589,9	0,1%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	527,8	526,5	538,2	553,4	551,3	570,6	581,5	577,8	-0,6%	4,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	493,6	532,2	575,3	612,8	617,8	629,0	621,3	620,8	-0,1%	1,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,0	14,5	14,0	13,6	13,5	13,6	13,4	13,3	-0,4%	-2,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	74,0	67,4	63,8	56,9	51,3	50,9	50,6	51,0	0,7%	-10,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	139,6	142,7	166,4	193,1	197,7	202,9	203,7	209,8	3,0%	8,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,3	121,7	122,2	119,8	119,2	118,6	117,3	117,1	-0,1%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	773,3	767,2	790,3	819,3	770,9	755,2	744,6	758,3	1,8%	-7,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	530,2	561,8	622,7	677,7	625,0	618,8	618,6	632,2	2,2%	-6,7%
<i>dont bons de caisse</i>	8,3	9,5	2,3	1,7	1,8	1,7	1,8	1,2	-33,8%	-26,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	69,8	64,5	7,8	7,7	9,7	9,8	11,5	14,4	25,3%	86,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	165,0	131,5	157,4	132,2	134,5	124,8	112,7	110,5	-1,9%	-16,4%
Épargne à long terme	2 061,1	2 092,6	2 158,8	2 201,5	2 213,7	2 242,8	2 243,8	2 288,6	2,0%	4,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	533,7	536,8	538,8	547,5	549,5	550,2	554,7	571,5	3,0%	4,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	79,3	69,4	65,6	61,1	60,0	58,8	57,6	57,5	-0,1%	-5,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,3	4,2	4,9	5,0	5,0	5,8	5,6	5,7	2,0%	14,6%
<i>dont actions</i>	78,5	73,9	68,3	73,9	75,2	75,4	70,0	75,3	7,7%	1,9%
<i>dont obligations</i>	145,3	136,9	181,1	159,2	158,1	162,6	158,2	156,3	-1,2%	-1,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	118,6	101,1	87,4	80,7	87,3	85,8	86,0	84,9	-1,2%	5,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 101,3	1 170,3	1 212,7	1 274,0	1 278,5	1 304,3	1 311,7	1 337,2	1,9%	5,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr